

Un parisien rencontre un ami de province, moulu par dix heures de chemin de fer.

— Vous à Paris! Quel bon vent vous amène?

— Ce n'est pas le vent, c'est le train de plaisir... qui n'a rien de commun avec le vent, je vous le garantis!

Calino écrit à son fournisseur de vin:

« Votre vin blanc, qui était jaune au début, est maintenant rose. Je me demande quelle sera sa couleur quand il n'y en aura plus! »

CORRESPONDANCE du Courrier de Tourcoing

PARIS, le 11 Mai 1900.

Premier tour de scrutin. — Le Nationalisme et le Ministère. — Le Républicanisme des Electeurs ruraux. — Comme sous l'Empire et l'ordre moral. — Leçon au ministre Waldeck-Millerand.

On ne connaîtra complètement les résultats et la signification du premier tour de scrutin des élections municipales que dans quelques jours. Il ne faudrait pas, en effet, prendre pour argent comptant les appréciations qu'en donnent, dès à présent, les partis. Chacun prétend avoir triomphé et les organes ministériels ne sont pas les derniers, quelques cuisantes que soient les blessures éprouvées par le ministère, à s'attribuer une victoire que revendiquent, en même temps, les adversaires du cabinet actuel.

Cependant, on peut dégager, dès à présent, de la grande manifestation de dimanche dernier, deux points indiscutables: d'abord la montée de nationalisme qui surgit des élections parisiennes; ensuite le réveil de républicanisme d'un caractère essentiellement antiradical ou antisocialiste, de la masse des petites communes.

Le mouvement nationaliste, à l'occasion des élections municipales parisiennes, n'avait pas échappé à l'esprit attentif des observateurs politiques. Depuis près d'une année, même avant le procès de la Haute-Cour, on sentait dans les masses parisiennes comme un sentiment de révolte contre la suspicion générale que les organes qui soutenaient le ministère jetaient sur l'armée en général et sur ses chefs en particulier.

L'esprit parisien, si frondeur et si patriote à la fois, n'aurait porté qu'un intérêt passager à l'issue du procès Dreyfus, si sur cette affaire douloureuse et à son occasion n'étaient pas venus se greffer les plus abominables polémiques. Mais du moment que, pour une catégorie de politiciens entre les mains desquels le ministère Waldeck-Rousseau avait abandonné toute autorité, l'affaire n'était plus qu'un moyen d'action pour la politique socialiste et révolutionnaire, le gouvernement pouvait être sûr qu'il n'échapperait pas à un mouvement énergique de réprobation.

Aux trois nationalistes sortants, les électeurs parisiens en ont ajouté sept autres, et ces dix réunis s'augmenteront certainement au scrutin de ballottage de dimanche prochain. Leur groupe dans une assemblée de 80 membres ne sera pas une qualité négligeable; il n'est pas douteux qu'il pourra susciter de sérieuses difficultés au ministère. Mais là n'est pas le point essentiel, car l'opinion publique ne le soutiendrait pas si son opposition s'étendait aux institutions actuelles. Ce qu'il convient de retenir surtout, c'est le blâme énergique qui se dégage des scrutins de Paris contre la politique suivie à l'occasion du procès Dreyfus et par la réunion de la Haute-Cour.

On récolte ce qu'on sème.

On a voulu provoquer l'opinion publique; l'opinion publique s'exprime comme on vient

de le voir. Le ministère voudra peut-être, après ceci, chanter de nouveaux couplets sur le péril que court la République; ces couplets sont démodés. Ça ne prend plus; et puisque toute la politique ministérielle semble se résumer à vouloir, comme on dit vulgairement « monter des bateaux » au public, elle aurait tout avantage à en chercher d'autres.

Dans tous les cas, le mouvement nationaliste pour être utile doit rester sur le terrain constitutionnel; s'il en était autrement à l'imitation des chefs qui l'ont lancé, il aurait vite perdu les avantages qu'il recueille aujourd'hui, et il soulèverait bien vite la masse électorale.

A ce point de vue, le mouvement municipal des campagnes paraît avoir mis les choses au point. Les électeurs ruraux viennent de marquer, avec une intensité plus grande que jamais, leur attachement à la République; mais avec non moins de résolution ils ont repoussé les adeptes de l'esprit radical et les clients de la politique socialiste et révolutionnaire.

Les quelques succès que les socialistes et radicaux ministériels ont remportés dans quelques petites villes se noient dans ces résultats généraux et sont d'ailleurs contrebalancés et au delà par les succès remportés par les républicains-progressistes ou libéraux, comme à Lyon, Nancy, Rennes, Dijon, etc...

Notons que presque partout les partisans du ministère actuel tenaient les urnes et que pour faciliter leurs desseins, le ministère n'a pas craint de se servir des moyens les plus coupables que le Parlement et la France entière condamnèrent et flétrirent quand ils furent employés par l'Empire et l'Ordre moral.

En résumé, le ministère Waldeck-Millerand vient de recevoir du pays tout entier une sévère leçon. S'il ne veut pas l'entendre, il en portera la peine.

L'INTOLÉRANCE RADICALE

Beaucoup de nos confrères publient, comme un document digne d'attention, une lettre adressée par quelques conseillers municipaux avancés au maire de leur commune, pour organiser avec lui les représailles électorales.

Une demi-douzaine de représentants de la ville de Lembèze, mécontents du dernier scrutin législatif qui a donné la majorité à M. de Gontault-Biron, contre le docteur Doliris, candidat radical, proposent d'édicter les pénalités suivantes contre les électeurs suspects de modérantismes:

1° Tout citoyen qui aura refusé son suffrage au protégé des radicaux sera considéré comme un ennemi de la ville, et, par suite indigne d'être son fournisseur;

2° Il sera exclu, non seulement de tout emploi municipal, mais du droit d'être adjudicataire d'un travail communal, et déchu de son entreprise s'il est déjà ouvrier de la ville;

3° Enfin, si cet électeur indépendant a le malheur d'être indigent, il sera rayé impitoyablement de la liste des assistés du bureau de bienfaisance, et les bons radicaux de Lembèze se feront une joie de voir les enfants de ce mal-votant expier, en mourant de faim, la faute de leur père.

Evidemment, c'est monstrueux. Pourtant ce qui surprend c'est l'étonnement provoqué par la publication de la lettre des six messieurs de Lembèze. N'est-ce pas là le fait constant, le procédé habituel de toutes les administrations radicales? Et ces six retardataires semblent mériter quelque indulgence à raison de la naïveté dont ils font doublement preuve, en publiant des intentions qu'on n'a pas coutume d'avouer, et en se contentant, après le scrutin, d'employer pour la vengeance des procédés dont ils auraient pu, avant, se servir pour la corruption.

Ces sectaires de bourgade ont d'ailleurs pour excuse les exemples venus d'en haut. Ils font ce qu'ils voient faire. S'ils ont eu à solliciter une bourse pour leur progéniture ou le classe-

ment d'un chemin pour leur commune, on leur a mis, à la préfecture, le marché à la main: Si vous apportez, leur a-t-on dit, un bon appoint au candidat officiel, votre fils sera boursier et votre champ sera desservi par une voie publique qui lui donnera de la plus-value et facilitera vos transports.

Ils savent qu'en haut lieu, tout emploi, toute faveur est une monnaie électorale. Qu'il s'agisse d'enlever une place, de décrocher un ruban ou de se faire admettre à un concours, les titres ne suffisent pas, si l'on n'a le premier de tous qui consiste à n'avoir d'autre opinion que celle du maître.

Ils n'ignorent pas que les fonds de l'assistance publique sont trop souvent détournés de la destination que leur ont donnée les anciens bienfaiteurs en constituant le bien des pauvres, et qu'au lieu d'être distribués aux vrais malheureux, sans distinction d'opinion, ils servent à entretenir une clientèle dont les voix sont à vendre.

N'est-ce pas là la consécration officielle des procédés employés à Tourcoing par M. Dron et ses amis?

Les gouvernements radicaux ont pour principe l'intolérance et pour système l'exclusion. La République est pour eux un fief à accaparer et la déclaration des droits de l'homme une rengaine à mépriser. Au lieu de distinguer les citoyens en raison « de leurs vertus et de leurs talents », ils ne les considèrent que d'après leur opinion et leur servilité.

Ils préparent des bâillons aux lèvres indépendantes, ils forgent des moules pour y réduire à la commune mesure les intelligences; ils rêvent d'établir leur pouvoir sur des consciences asservies; pour eux, la liberté consiste à être les maîtres d'une clientèle aveugle et fanatique et de se débarrasser par tous les moyens, exclusion, expulsion, confiscation, dénis de justice de toute sorte, de quiconque ne pense pas comme eux et ne vote pas pour eux.

Quand on voit au sommet de semblables modèles, est-il étonnant que de petits tyrans de province se livrent à l'égard des citoyens qui ne s'inclinent pas devant eux, à des vexations aussi ridicules qu'odieuses.

E...

Les Bizarreries du Suffrage Universel aux Elections Municipales

Un certain nombre de journaux républicains ont signalé, il y a quelque temps, et qualifié comme elle méritait de l'être, la révocation du sous-préfet de Senlis, M. Audigier, que M. Waldeck-Rousseau venait de sacrifier aux basses exigences de ses nouveaux amis.

Cette mesure inqualifiable, prise contre un fonctionnaire républicain, dont le seul tort était d'être resté fidèle aux opinions modérées que d'autres ont cyniquement trahies, avait provoqué, dans l'arrondissement de Senlis, où l'administration de M. Audigier était hautement appréciée, une véritable indignation.

Des meetings de protestation devaient même être organisés par la population de Senlis, mais sur la demande formelle exprimée par M. Audigier, il ne fut pas donné suite à cette idée.

La ville de Senlis n'a pas oublié son ancien sous-préfet, et les élections municipales lui ont fourni l'occasion de protester, d'une manière éclatante, contre l'iniquité commise. Bien qu'il n'eût été porté sur aucune liste, et qu'il n'eût pas fait distribuer de bulletins, M. Audigier a été élu le quatrième, et immédiatement après le maire, M. de Waru, et les deux adjoints, MM. Driard et Odent. Cette manifestation est significative, c'est une leçon sévère pour les politiciens qui ont réclamé et obtenu la révocation du sous-préfet de Senlis. C'en est une aussi pour le ministre qui s'est fait l'exécuteur de leurs basses œuvres.

Il est vrai que M. Waldeck-Rousseau n'en est plus à un camouflet près et il les enregistre avec une tranquillité d'esprit révoltante, lui qui passait naguère pour l'homme politique irréprochable par excellence. Que les temps sont changés!

On ne saurait, en tous cas, trop féliciter les électeurs de Senlis d'avoir répondu si catégoriquement à un acte d'odieuse arbitraire et montré qu'ils étaient capables de se défendre contre des tyrannies locales qui se croient tout permis parce que le gouvernement d'aujourd'hui est à leur service. Nous espérons qu'ils n'en resteront pas là et que leur exemple sera suivi par tous les modérés dont la longue patience finit par se lasser.

Dans un autre ordre d'idées, le scrutin de dimanche dernier a donné lieu à Roubaix à une surprise qui a surtout été désagréable à M. Henri Carrette et à ses amis, les bons collectivistes dont M. Dron est devenu l'humble serviteur.

Il y avait à la mairie sous l'administration municipale de M. Julien Lagache, un secrétaire général qui par ses connaissances, son tact et sa servilité avait réussi à s'attirer les sympathies unanimes.

M. Gilbert Sayet - c'est son nom - avait rendu de grands services mais il avait le tort de n'être pas collectiviste et surtout de connaître trop bien les rouages des affaires municipales. M. Sayet était un généreux pour les adeptes de M. Jules Guesde qui ne pouvaient pas combiner leurs petites excursions aux frais de la ville ou encore caser les frères et amis à leur gré, sans craindre d'éveiller l'attention du chef des services municipaux.

Le secrétaire-général était dès lors un suspect: on ne le lui fit pas dire et on le révoqua sans rime ni raison pour donner son emploi à un homme dont la mission était sinon de favoriser la cuisine municipale au moins de fermer les yeux sur ce qui se tripataillait entre les quatre murs du cabinet de M. Carrette et de MM. les Adjoints.

M. Sayet qui, lors de la fête fédérale de gymnastique à Roubaix avait reçu les palmes académiques en récompense du dévouement dont il avait fait preuve dans l'organisation de cette fête patriotique, fut appelé, en quittant la mairie d'où il avait été brutalement congédié, à remplir les fonctions de secrétaire de la Chambre de Commerce.

Il devint ensuite l'un des membres du Comité de l'Union Sociale et Patriotique, et comme tel, fut désigné par la confiance de ses concitoyens, pour prêter son nom sur la liste des candidats opposés aux révolutionnaires.

Les Roubaisiens ont accordé leurs suffrages à M. Gilbert Sayet, le dédommageant de la sorte des ennuis et des tracasseries iméritées que lui avait fait subir l'administration collectiviste dans le seul but de caser un « copain » et ils l'ont envoyé dimanche dernier en compagnie de MM. Eugène Motte, député, et Edouard Roussel, conseiller général, siéger à l'Hôtel-de-Ville.

Quel soufflet crânement appliqué sur la joue du citoyen Henri et comme le pauvre maire doit regretter aujourd'hui ce qu'il a fait. M. Sayet est maintenant son collègue au Conseil municipal et il peut s'écrier:

« Nourri dans le sérail, j'en connais les détours. »

M. Sayet qui sait beaucoup de choses, trop de choses même pour le bien, pourra désormais utiliser les aptitudes qu'on lui connaît et qui ont été si appréciées, à rappeler les « collectivistes roubaisiens » dans le chemin du devoir budgétaire, si parfois il leur prenait fantaisie de s'en écarter.

C'est égal, M. Henri Carrette et ses acolytes en constatant la présence au milieu d'eux de l'ancien secrétaire général de la mairie, doivent se dire: Cette fois Gilbert, ça y est.

O suffrage universel! voilà bien de tes coups!

CHRONIQUE LOCALE

LES ÉLECTIONS DE DIMANCHE. — Les Tourquennois ont, par la majorité qu'ils ont donnée dimanche dernier à la liste de M. Dron, attesté que la politique suivie par le député de Tourcoing ne leur était pas désagréable: cela est leur affaire: ils n'auront que ce qu'ils méritent.

Mais faut-il en conclure que les idées radicales-socialistes sont en honneur dans notre